Justizverwaltungsleitung des Kantons Bern

Stabsstelle für Ressourcen

Koordinationsstelle Strafregister und DNA

Direction administrative de la magistrature du canton de Berne

Etat-major des ressources

Service de coordination chargé du casier judiciaire et ADN

Demande de l'extrait 2 destiné aux autorités du casier judiciaire informatique VOSTRA selon l'art. 51 LCJ

La demande peut être déposée, en cas d'autorisation correspondante, par courrier postal, par e-mail ou via Nextcloud auprès du Service de coordination du canton de Berne, Nordring 8, 3013 Berne, kost@justice.be.ch. Les extraits 2 destinés aux autorités peuvent être demandés uniquement pour les buts, les personnes et les autorités/services autorisés prévus par la loi. Les autorités qui font la demande sont responsables de l'exactitude des indications fournies.

Service officiel faisant la demande: nom de l'autorité, adresse, NPA, localité	Contact: nom et e-mail
Retour à, si différent de l'adresse mentionnée ci-dessus:	Contact: nom et e-mail

But de la demande (texte):		
☐ Art. 51, let. a, LCJ	☐ Art. 51, let. d, LCJ	☐ Art. 51, let. h, LCJ
☐ Art. 51, let. b, LCJ	☐ Art. 51, let. e, LCJ	☐ Art. 51, let. i, LCJ
☐ Art. 51, let. c, LCJ	☐ Art. 51, let. g, LCJ	☐ Art. 51, let. j, LCJ
☐ Contrôle annuel	☐ Nouvel engagement	☐ Au nom de l'APEA

Nom(s) de famille		(tous les noms de famille)
Prénom(s)		(tous les prénoms)
Date de naissance		(jour, mois, année)
NAVS13		

En l'absence de NAVS13, les indications suivantes doivent également être complétées intégralement:

Nom(s) de célibataire		(tous les noms de célibataire)
Lieu de naissance		(localité, canton; pour les étrangers/ères: localité)
Lieu d'origine/pays de naissance		(localité, canton; pour les étrangers/ères: pays de naissance)
Noms de famille et prénoms des parents		
Timbre et signature du service officiel faisant la demande		(uniquement en cas d'envoi par la poste)
Localité, date		

Le champ d'information des autorités ci-dessous est à disposition des autorités faisant la demande à des fins internes. Le SERCO décline toute responsabilité pour les questions de protection des données qui en découlent.